

## Participer pour transformer : la jeunesse revendique sa place à la table des décideurs

*Le 29 octobre, sous la modération du délégué jeune belge Reinout Vermaercke, l'hémicycle du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe a pris des allures de laboratoire vivant de la démocratie. Ce jour-là, l'adoption à l'unanimité de la nouvelle Charte européenne sur la participation des jeunes à la vie locale et régionale a marqué bien plus qu'un vote : un moment de bascule. À l'issue de cette adoption, les plus de quarante projets menés par les délégués jeunes en fin de mandat ont été présentés, dessinant une Europe en mouvement où la jeunesse n'attend plus qu'on lui tende la main : elle pousse déjà la porte du pouvoir.*

### **Pour un changement de culture politique**

Pour Alison Zerafa Civelli, secrétaire parlementaire pour les collectivités locales à Malte, le principal obstacle n'est pas le désintérêt des jeunes, mais le manque d'espaces où leur voix a un poids réel. Elle cite l'exemple maltais : le droit de vote et l'éligibilité aux élections locales y ont été abaissés à 16 ans. « Accorder la confiance, c'est provoquer l'engagement », explique-t-elle. Résultat : une jeunesse plus investie, des campagnes locales plus créatives, une politique moins figée. Là où certains redoutaient l'inexpérience, Malte a découvert l'inventivité.

Véronique Bertholle (France, L, SOC/V/DP), adjointe à la maire de Strasbourg et porte-parole thématique du Congrès sur la jeunesse, a quant à elle appelé à un changement de culture politique. Tant que les jeunes seront perçus comme des apprentis citoyens, « rien ne bougera ». Elle plaide pour un partage réel du pouvoir, une mise à jour du « disque dur » institutionnel. La génération actuelle, souligne-t-elle, a grandi dans un monde secoué par les crises — économique, sanitaire, écologique. Ces jeunes ne sont plus des spectateurs : ils sont les Katniss Everdeen de notre temps, lucides, parfois révoltés, mais porteurs d'un sens aigu de la justice. Les institutions à tous les niveaux de gouvernance doivent, dès lors, leur offrir non pas une faveur symbolique, mais un droit démocratique à exercer pleinement.

### **La Nouvelle Charte, une boussole pour refonder la gouvernance**

Partageant sa vision personnelle, Nina Grmusa, présidente du Conseil consultatif pour la jeunesse et du Conseil mixte sur la jeunesse du Conseil de l'Europe, a rappelé l'esprit de la Conférence de Braga (février 2025), qui représente une étape importante dans la révision de la Charte. Ce texte, dit-elle, n'est pas une simple déclaration d'intention : c'est une boussole pour refonder la gouvernance sur l'équité, la responsabilité et la réciprocité. Elle a exhorté les pouvoirs locaux à multiplier les espaces consultatifs, les programmes de formation et les dispositifs d'intégration démocratique. Car la nouvelle génération vit en première ligne les crises du monde contemporain : le climat, le logement, la précarité, la santé mentale. L'exclure du processus décisionnel reviendrait à construire des politiques à l'aveugle. « Les jeunes ne sont pas un public cible, a-t-elle lancé, mais l'avant-garde de nos sociétés. »

### **Mentorat, écoute et transmission**

L'émotion était palpable. Dans l'hémicycle, les interventions se répondaient comme des échos d'une même conscience en éveil. Sonja Ledl-Rossmann (Autriche, PPE/CCE) a exhorté les élus à « prendre sous leur aile un·e jeune », pour lui transmettre non pas des consignes, mais une responsabilité. Véronique Bertholle a renchéri : il faut offrir du temps, de la confiance et de l'écoute, au lieu de reprocher aux jeunes leur supposé désengagement. Car, de Lisbonne à Tbilissi, une même aspiration se fait entendre : participer pour transformer.

### **42 projets, des milliers de jeunes mobilisés**

En fin de séance, l'adoption de la Charte a été honorée par un bilan concret de 42 projets réalisés dans leurs pays respectifs par les délégués jeunes du Congrès, démontrant que la démocratie n'est pas un héritage à conserver, mais un chantier vivant à rouvrir sans cesse. Francesca Giudice (Malte) et Michael Welch (Autriche) ont présenté ces initiatives menées sur le terrain, qui ont mobilisé plus de 3 500 jeunes et touché des milliers d'autres via les réseaux sociaux.

En Roumanie, en Norvège et en Autriche, les délégués sont allés dans les écoles pour expliquer le fonctionnement des conseils municipaux et encourager la participation locale. En Bosnie-Herzégovine, Emina a formé de jeunes femmes à la prise de parole publique ; au Royaume-Uni, Eugene a animé un atelier sur les élections locales — deux de ses participants sont aujourd'hui élus conseillers municipaux ! Certains ont choisi la créativité : Catalin (République de Moldova) a inventé un jeu de société sur la démocratie, tandis que María (Espagne) a réuni sport et valeurs européennes au sein d'un club de natation.

D'autres ont mené des recherches citoyennes : Paulius (Lituanie) sur l'impact de l'intelligence artificielle sur les droits fondamentaux, Sarah (Luxembourg) sur la crise du logement, Lucija (Croatie) et Christos (Grèce) sur les moyens de rendre les municipalités plus accueillantes pour les jeunes. Enfin, plusieurs délégués ont misé sur les médias participatifs : des podcasts en Suède et en Estonie, des vidéos TikTok contre la corruption en Hongrie, ou encore un marché durable de seconde main à Saint-Marin. Autant d'initiatives différentes, mais reliées par une même idée : la démocratie se vit, se construit, s'apprend.

Malgré les obstacles — budgets modestes, accès à l'information ou soutiens inégaux, résistances parfois institutionnelle, parfois dans les mentalités —, un constat s'impose : lorsqu'on fait confiance aux jeunes, ils transforment cette confiance en responsabilité démocratique.